



Olivier Mocquard

Commissaire aux comptes

MAISON FAMILIALE RURALE  
D'EDUCATION ET  
D'ORIENTATION DE SAINT-PERE  
EN RETZ  
Association

20 rue du Prieuré  
**44320 SAINT-PERE EN RETZ**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX  
COMPTES SUR LES COMPTES  
ANNUELS

**EXERCICE 2024**

Parc d'Activités Ragon  
3 rue Maria Telkes  
44119 TREILLIÈRES

tél. : 02 40 14 57 57  
fax : 02 40 37 01 02

[nantes@equivalences.fr](mailto:nantes@equivalences.fr)

[www.equivalences.fr](http://www.equivalences.fr)

S.A.R.L. de Commissariat aux Comptes  
au capital de 35 000 euros  
RCS Nantes B 414 655 829

Membre de la  
Compagnie Régionale de Rennes

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

### **Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux Membres de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz »,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L 821-53 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur l'analyse des produits « Concours publics et Subventions » et « Prestations de service », ressources en provenance de tiers financeurs ainsi que de financements des organismes de formation. Nous nous sommes attachés à contrôler la correcte affectation des produits à l'exercice 2024 et la conformité du traitement comptable des produits constatés d'avance, produits à recevoir.

Concernant les prestations de services, nos contrôles conduisent à valider la comptabilisation des produits de formation, notamment par des sondages sur

l'exhaustivité, la reconstitution, le cut-off. Nos sondages, par rapprochement des prestations OPCO avec les contrats de prise en charge, sont satisfaisants.

Nos travaux n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations, ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres, étant précisé qu'aucun document n'a été porté à notre appréciation.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-54 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,  
Le 04 avril 2025

Pour EQUIVALENCES AUDIT S.A.R.L.,

**O. MOCQUARD**

Commissaire aux Comptes

**EQUIVALENCES AUDIT S.A.R.L.**  
**Société de Commissariat aux Comptes inscrite**

3, rue Maria Telkes - 44119 TREILLIERES

BILAN

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	3 161	3 161		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				7 250
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	375 456	113 343	262 114	100 809
Constructions	4 222 422	2 313 947	1 908 475	2 048 993
Installations techniques, mat. et outillage indus.	112 115	110 855	1 260	1 422
Autres immobilisations corporelles	602 302	454 053	148 250	164 213
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	485		485	471
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>5 315 941</b>	<b>2 995 359</b>	<b>2 320 583</b>	<b>2 323 158</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours	3 076		3 076	3 824
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhé., usagers et cpt. Rattachés	74 383	9 012	65 371	120 025
Autres créances	26 040		26 040	10 604
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>373 974</b>		<b>373 974</b>	173 974
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	<b>644 648</b>		<b>644 648</b>	<b>797 688</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>16 021</b>		<b>16 021</b>	<b>22 599</b>
<b>Total II</b>	<b>1 138 142</b>	<b>9 012</b>	<b>1 129 130</b>	<b>1 128 714</b>
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>6 454 083</b>	<b>3 004 371</b>	<b>3 449 712</b>	<b>3 451 872</b>
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

# Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autre</b>		
Report à nouveau	1 626 527	1 611 881
Excédent ou déficit de l'exercice	45 467	14 646
Situation nette (sous total)	1 671 994	1 626 527
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	809 129	880 450
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>2 481 123</b>	<b>2 506 977</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	35 221	35 859
<b>Total III</b>	<b>35 221</b>	<b>35 859</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	721 071	717 787
Emprunts et dettes financières divers	497	313
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 787	39 836
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	79 313	74 928
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 952	2 952
Autres dettes	46 749	59 276
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 134	13 944
<b>Total IV</b>	<b>933 503</b>	<b>909 036</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 449 847</b>	<b>3 451 872</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	214	202
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	781 908	808 968
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	934 237	784 901
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels	1 185	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	14 849	18 371
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1	90
<b>Total (I) - Produits d'exploitation</b>	<b>1 732 395</b>	<b>1 612 532</b>
Achats de marchandises	88 290	83 477
Variation de stocks	747	980
Autres achats et charges externes	389 575	347 596
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	25 617	24 114
Salaires et traitements	797 848	759 577
Charges sociales	278 979	260 188
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	177 202	178 795
Dotations aux provisions	741	1 309
Report en fonds dédiés		
Autres charges	1 199	13 478
<b>Total (I) - Charges d'exploitations</b>	<b>1 760 198</b>	<b>1 669 514</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(27 803)</b>	<b>(56 982)</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances d'actifs		
Autres intérêts et produits assimilés	16 466	10 240
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différence positive de change		
Produits nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II) - Produits financiers</b>	<b>16 466</b>	<b>10 240</b>

Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 482	8 169
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II) - Charges financières	10 482	8 169
RESULTAT FINANCIER	5 984	2 071
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(21 819)	(54 911)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 440	690
Produits exceptionnels sur opérations en capital	71 321	71 547
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total (III) - Produits exceptionnels	72 761	72 237
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 199	662
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	402	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III) - Charges exceptionnelles	2 601	662
RESULTAT EXCEPTIONNEL	70 160	71 575
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	2 873	2 018
TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	1 821 621	1 695 009
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	1 776 155	1 680 363
BENEFICE OU PERTE	45 467	14 646

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		



---

# ANNEXE

---

---

## PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

---

### I – INFORMATIONS GENERALES

#### a – Objet social, activités et moyens mis en œuvre

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Père en Retz est une association de caractère familial, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Sa durée est illimitée. Son siège social est établi au 20 rue du Prieuré 44320 SAINT PERE EN RETZ.

L'association a pour but :

- 1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la MFR.
- 2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la MFR.
- 3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la MFR et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

La MFR dispose de moyens humains soit 30 salariés et 205 adhérents.

#### b : Faits marquants de l'exercice :

Néant

### II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Se référer au Code de commerce : article 9 & 11, décret n°83-1020 du 29 novembre 1983, article 7.21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3 - règlements ANC N°2014-03 et N°2018-06).

#### a) Principes généraux

Les présents états financiers (bilan – compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2022, soit une durée de douze mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et les produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ils ne perturbent pas ainsi les charges et produits d'exploitation.

**b) Changements comptables** : Aucune modification n'a été apportée aux comptes des exercices antérieurs présentés.

## **MODE D'ÉVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **a) Immobilisations corporelles**

Selon les conditions d'application des règlements n° 2002-10 et n° 2004-06 du CRC relatifs à la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs, les immobilisations doivent être comptabilisées par composants. Les immobilisations sont amorties selon les durées d'utilisation différenciées entre la structure et les composants.

Les constructions antérieurement au 31.12.07 ont fait l'objet d'une décomposition partielle lors de leur comptabilisation par type de bâtiment. Seuls les bâtiments de septembre 2000 ne sont pas finis d'amortir (durée de 20 ans). Le plan de financement établi au moment de la réalisation de ces bâtiments ne permet pas d'envisager une décomposition plus approfondie. Il n'y a donc pas de modification des règles de dépréciation de ces actifs.

Les constructions depuis l'année 2007/2008 ont fait l'objet d'un amortissement par composants à compter du 1er septembre 2007. Les différents natures et montants de composants ont été établis par l'architecte du projet. Les durées d'amortissements varient de 5 à 40 ans.

La Maison Familiale a acheté, en mars 2024, un bien immobilier situé au 18 Rue du Prieuré 44320 SAINT-PERE-EN-RETZ. Le prix d'acquisition, d'un montant de 166 765€ (FAI), est financé à hauteur de 100 000 € par un prêt immobilier. Ce bien immobilier n'a pas fait l'objet d'un amortissement ayant été considéré comme un terrain à bâtir.

Les autres immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels	3 ans
- Constructions	de 5 à 40 ans
- Agencements des constructions	de 5 à 20 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	de 1 à 12 ans
- Matériel et outillage pédagogique	de 3 à 8 ans
- Mobiliers	de 3 à 15 ans

### **b) Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût initial.

### **c) Créances**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **d) Valeurs mobilières de placement**

Elles font l'objet d'une valorisation au coût d'achat.

**e) Subventions d'équipements**

Les subventions d'équipements, perçues pour l'acquisition de matériel d'exploitation, la remise en conformité des installations, la réhabilitation des locaux et l'extension font l'objet d'un étalement sur 5 à 40 ans selon la durée d'amortissements des immobilisations financées.

**f) Provisions pour risques et charges**

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques : - le taux d'actualisation retenu est de 2,95 % par an.

Paramètres sociaux : - convention collective des Maisons Familiales Rurales.

- l'augmentation annuelle des salaires de 1%,
- le départ est prévu à 67 ans pour l'ensemble du personnel, sauf pour les salariés les plus âgés, il s'étale de 60 à 67 ans.
- le taux de rotation retenu est de 1% pour tous les salariés.
- le départ intervient à l'initiative du salarié.
- le taux de charges sociales patronales est de 45%.

Paramètres techniques

- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018-2020,
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement s'élevait au 31 décembre 2023 à 35 859 €. Une somme de 638 € a été passée en produit pour ajuster le montant de l'engagement de l'année précédente, soit un total de 35 221 € au 31/12/2024.

**g) Emprunt**

Les emprunts consentis par le Crédit Agricole font l'objet des garanties suivantes :

N° Prêt	Réalisation	Echéance	Capital initial	Capital RD 31/12/2024	Taux	Echéance	Garantie
10000673857	05/2019	10/10/2030	700 000,00 €	359 433,01 €	1,12%	5 306,72 €	Hypothèque sur terrain AK 231 et constructions prévues dessus
10001848905	10/2020	25/10/2032	400 000,00 €	266 514,15 €	1,00%	2 948,93 €	Hypothèque sur terrain AK 231 et constructions prévues dessus
10003036570	03/2024	10/03/2036	100 000,00 €	95 123,50 €	4,23%	886,74 €	Hypothèque sur terrain AK 230
<b>TOTAL</b>			<b>1 200 000,00 €</b>	<b>721 070,66 €</b>		<b>9 142,39 €</b>	

#### **h) Volontariat associatif et engagement éducatif**

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Pour l'exercice 2024, le montant des rémunérations concernées par ce texte législatif et versées par notre association est égal à 0 €.

### **III - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

#### **a – Comptabilisation des cotisations**

La comptabilisation des cotisations en produits est réalisée dès leur encaissement effectif.

#### **b – Les contributions volontaires en nature**

Le temps des bénévoles de la gouvernance, au regard des mandats avec fonction élective ne sont pas des contributions en nature.

#### **C – Informations sur les subventions reçues**

Subvention d'Exploitation	Etat DRAAF	859 537 €
	Autres : Conseil régional PDL, ARS, MSA	50 627,81 €
Subvention d'investissement	Etat	0
	Autres : Conseil Régional PDL	0

### **IV- AUTRES INFORMATIONS (en annexe)**

- tableau des immobilisations,
- tableau des amortissements,
- tableau des provisions
- état échéances des créances et des dettes.

### **V – ENGAGEMENT FINANCIER & AUTRES INFORMATIONS**

## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

### Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 161			3 161
Terrains	210 226	165 230		375 456
Constructions sur sol propre	3 264 525			3 264 525
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	957 897			957 897
Installations techniques et outillage industriel	112 115			112 115
Installations générales, agencements et divers	8 490			8 490
Matériel de transport	56 794			56 794
Matériel de bureau, informatique et mobilier	526 321	17 581	10 366	533 535
Emballages récupérables et divers	3 483			3 483
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	7 250		7 250	
Total des immobilisations corporelles	5 147 101	182 811	17 616	5 312 296
Participations	471	14		485
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières	471	14		485
<b>TOTAL</b>	<b>5 150 733</b>	<b>182 825</b>	<b>17 616</b>	<b>5 315 942</b>

### Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 161	4 237	4 237	3 161
Terrains	109 417	3 926		113 343
Constructions sur sol propre	1 549 362	115 651	6 655	1 658 358
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	624 067	31 523		655 590
Installations techniques, matériel et outillage industriels	110 693	162		110 855
Installations générales, agencements et divers	1 514	566		2 080
Matériel de transport	56 794	(0)		56 794
Mat de bureau et informatique, mobilier	369 084	32 030	9 418	391 696
Emballages récupérables et divers	3 483	0		3 483
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	2 824 414	183 857	16 073	2 992 198
<b>TOTAL</b>	<b>2 827 575</b>	<b>188 094</b>	<b>20 310</b>	<b>2 995 359</b>

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	35 859		638	35 221
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	35 859		638	35 221

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	10 975	741	2 704	9 012
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL	10 975	741	2 704	9 012
TOTAL GÉNÉRAL	46 834	741	3 342	44 233

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

### Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>Total de l'actif immobilisé</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	74 383	74 383	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 212	1 212	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	16 961	16 961	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	7 867	7 867	
<b>Total de l'actif circulant</b>	100 423	100 423	
<b>Charges constatées d'avance</b>	16 021	16 021	
<b>TOTAL</b>	<b>116 444</b>	<b>116 444</b>	

### Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	721 071	99 582	507 212	114 277
Emprunts et dettes financières divers	497	497		
Fournisseurs et comptes rattachés	39 787	39 787		
Personnel et comptes rattachés	5 421	5 421		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	58 892	58 892		
Impôts sur les bénéfices	2 873	2 873		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 127	12 127		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 952	2 952		
Groupe et associés				
Autres dettes	46 749	46 749		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	43 134	43 134		
<b>TOTAL</b>	<b>933 503</b>	<b>312 014</b>	<b>507 212</b>	<b>114 277</b>



VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 611 881		14 646		1 626 527,39
Excédent ou déficit de l'exercice	14 646		30 821		45 466,84
Situation nette	1 626 527		45 467		1 671 994
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	880 450			71 321	809 128,88
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
Commodat					
TOTAL	2 506 977		45 467	71 321	2 481 123

EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	
TOTAL	

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	14,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	16,00	
Ouvriers		
TOTAL	30,00	

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	497
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 579
Dettes fiscales et sociales	7 394
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	22 469

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	7 135
- Autres créances	1 229
<i>dont avoirs à recevoir</i>	1 229
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	2 561
TOTAL	10 925



TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	11 507
Sous total Exploitation	11 506,98
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	
TOTAL	11 506,98

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Produits exceptionnels	
Rubriques	Montant
<b>Sur opération de gestion</b>	
- Boni sur levée d’option de crédit-bail	
- Autres	1 440
<b>Sur opération en capital</b>	
- Produits de cession des éléments d’actif	
- Autres	71 321
<b>Reprises sur provisions et transferts de charges</b>	
- Reprises sur provisions	
- Transferts de charges	11 507
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>84 268</b>
Charges exceptionnelles	
Rubriques	Montant
<b>Sur opération de gestion</b>	
- Autres	2 199
<b>Sur opération en capital</b>	
- Valeurs nettes comptables des éléments cédés	
- Autres	402
<b>Dotations aux provisions</b>	
- Dotations aux provisions pour risques	
- Autres	
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>2 601</b>
<b>TOTAL</b>	<b>81 667</b>



TABLEAU I – RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montant		Montant	
	Année 2024		Année 2023	
	En K€	En %	En K€	En %
I. Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises, OPCO	140 036	49	176 104	59
Etat, Collectivités locales,	35 599	12	23 556	8
Etablissements publics	15 779	6	28 982	10
Entreprises VIA TRANSITION PRO	24 141	8		0
Particuliers	34 097	12	52 911	18
Sous-total I	249 653	87	281 553	94
II. Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	6 326	2	4 406	1
Etat		0		0
Autres collectivités territoriales	10 482	4	2 828	1
Sous-total II	16 808	6	7 234	2
III. Autres				
Autres organismes de formation...		0		0
Autres ressources...	19 750	7	11 847	4
Sous-total III	19 750	7	11 847	4
TOTAL DES RESSOURCES	286 210	100	300 634	100

**TABLEAU II – Décomposition des actions de formation par finalité**

Finalités des actions	Volumes financiers			
	Année 2024		Année 2023	
	En K€	En %	En K€	En %
Diplômantes * (1)	246 410	99	265 296	94
Perfectionnement professionnel et qualifiant * (2)	3 242	1	16 258	6
Insertion sociale	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>249 653</b>	<b>100</b>	<b>281 553</b>	<b>100</b>
(1) Diplômes nationaux, titres homologués				
(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations				

**TABLEAU III – Conventions de ressources publiques affectées**

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
<b>Conventions:</b>				
<i>Soutien au fonctionnement des CFA (Région)</i>	46 795,00	0,00	20 590,00	26 205,00
<i>Crédits Educatifs d'Autonomie (Région)</i>	6 447,00	0,00	6 447,00	0,00
<i>Projets Educatifs (Région)</i>	1 105,00	0,00	696,05	408,95
<i>Crédits Equipement Professionnel (Région)</i>	2 640,00	0,00	2 133,40	506,60
<i>Fonds social lycéen (Région)</i>	1 622,00	0,00	1 622,00	0,00
<i>Lutte contre la précarité menstruelle (Région)</i>	600,00	0,00	600,00	0,00
Autres				